

*Voorzitter van het College van Secretarissen-generaal*

Président du Collège des Secrétaires généraux

*Dienst V.G.V.*

Service de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des Lieux de travail

*Afdeling Interdepartementale Beleidsondersteuning*

Division de l'Aide à la Gestion interdépartementale

*Staf Centrale Coördinatie*

Cellule de Coordination centrale

*Afdeling Algemene Administratieve Diensten*

Division des Services administratifs généraux

*Staf Coördinatie*

Cellule de Coordination

*Administratie Kanselarij en Voorlichting*

Administration de la Chancellerie et de l'Information

*Afdeling Kanselarij*

Division de la Chancellerie

*Afdeling Communicatie en Ontvangst*

Division de la Communication et de l'Accueil

*Administratie Buitenlands Beleid*

Administration des Affaires étrangères de la Flandre

*Afdeling Buitenlands Beleid binnen Europa*

Division des Affaires étrangères - Pays européens

*Afdeling Buitenlands Beleid buiten Europa*

Division des Affaires étrangères - Pays non européens

*Informatieambtenaar*

Fonctionnaire chargé de l'Information

*Ombudsman*

Médiateur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 juin 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 portant organisation du Ministère de la Communauté flamande et statut du personnel. Bruxelles, le 26 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 96 — 1818

[C - 29239]

**11 JUILLET 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 2 b et f, ainsi que l'article 4, 4<sup>e</sup>, modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité pour l'ONE de travailler dans le cadre d'une projection pluriannuelle de ses priorités et de ses moyens d'actions;

Considérant, dans cette perspective, la nécessité de doter l'Office d'une marge d'autonomie plus grande pour mener sa politique en faveur de l'enfance;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enfance dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1er juillet 1996,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 21, alinéas 1er et 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est remplacé par le texte suivant :

"Les subventions de fonctionnement sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations selon des barèmes déterminés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions sont attribuées sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

1° du barème déterminé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur base de l'ancienneté reconnue;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-ONSS;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'années et les charges ONSS y afférentes;

6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements."

**Art. 2.** L'article 32, alinéas 1er et 2, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

"Les subventions de fonctionnement sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations selon des barèmes déterminés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions sont attribuées sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

1° du barème déterminé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur base de l'ancienneté reconnue;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-ONSS;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'années et les charges ONSS y afférentes;

6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements."

**Art. 3.** L'article 44, alinéa 2, 1° du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

"du barème déterminé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur base de l'ancienneté reconnue."

**Art. 4.** L'article 55, alinéas 1er et 2, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

"Les subventions de fonctionnement pour le travailleur social sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations selon des barèmes déterminés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions sont attribuées sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

1° du barème déterminé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur base de l'ancienneté reconnue;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-ONSS;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'années et les charges ONSS y afférentes;

6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements."

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1996.

**Art. 6.** La Ministre-Présidente ayant l'enfance dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 11 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'enfance dans ses attributions,

Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 96 — 1818

[C — 29239]

**11 JULI 1996.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), inzonderheid op artikel 2, b en f, alsook op artikel 4, 4°, gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 februari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor de ONE te werken in het kader van een meerjarige projectie van zijn prioriteiten en van zijn werkmiddelen;

Overwegende dat het daarbij noodzakelijk is dat de "Office" een ruimere autonomie krijgt om zijn beleid ten voordele van het kind te kunnen voeren;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindwelzijn behoort;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 1 juli 1996 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 21, leden 1 en 2, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn) wordt vervangen door de volgende tekst :

"De werkingstoelagen worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten volgens barema's die door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden bepaald.

Die toelagen mogen geenszins de barema's overschrijden die geldig zijn voor de personeelsleden van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Die toelagen worden toegekend op grond van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag vastgesteld door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", rekening houdend met :

1° het barema dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen op grond van de erkende anciënniteit;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5% van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;

4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;

5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;

6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het Bureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" voor de vervangingen."

**Art. 2.** Artikel 32, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

"De werkingstoelagen worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten volgens barema's die door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden bepaald.

Die toelagen mogen geenszins de barema's overschrijden die geldig zijn voor de personeelsleden van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Die toelagen worden toegekend op grond van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag vastgesteld door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", rekening houdend met :

1° het barema dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen op grond van de erkende anciënniteit;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5% van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;

4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;

5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;

6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het Bureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" voor de vervangingen."

**Art. 3.** Art. 44, lid 2, 1° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

"het barema dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen op grond van de erkende anciënniteit."

**Art. 4.** Artikel 55, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

"De werkingstoelagen voor de maatschappelijke werker worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten volgens barema's die door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden bepaald.

Die toelagen mogen geenszins de barema's overschrijden die geldig zijn voor de personeelsleden van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Die toelagen worden toegekend op grond van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag vastgesteld door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", rekening houdend met :

- 1° het barema dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt bepaald voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen op grond van de erkende anciënniteit;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5% van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;
- 4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;
- 6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het Bureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" voor de vervangingen."

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

Art. 6. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindweldzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kindweldzijn behoort,  
Mevr. L. ONKELINX

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1819

[C — 31302]

11 JUILLET 1996. — Décret relatif à la publicité de l'administration (1).

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Champs d'application et définition

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Le présent décret s'applique aux autorités administratives dépendant de la Commission communautaire française — ci-après dénommées "autorités administratives communautaires" — et aux autres autorités administratives mais, pour ces dernières, uniquement dans la mesure où, pour des motifs qui relèvent des compétences de la Commission communautaire française, le présent décret interdit ou limite la publicité des documents administratifs.

Art. 3. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- autorité administrative : une autorité administrative visée à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;
- document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose;
- document à caractère personnel : document administratif comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable, ou la décision d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne.

#### CHAPITRE II. — Publicité active

Art. 4. Afin de fournir au public une information claire et objective sur l'action des autorités administratives communautaires :

- 1° le Collège tient à la disposition de toute personne qui en fait la demande, un document décrivant ses compétences et l'organisation de son fonctionnement; il arrête le montant de la rétribution qui peut être réclamée pour la délivrance de ce document sans que ce montant ne puisse être supérieur à son prix coûtant;
- 2° toute correspondance émanant d'une autorité administrative communautaire indique le nom, la qualité, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier;
- 3° la notification de toute décision à portée individuelle indique clairement les voies de recours possibles, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter par la personne qui s'estime lésée par la décision faite de quoi le délai de prescription pour introduire le recours ne prend pas cours.

#### CHAPITRE III. — Droit d'accès aux documents administratifs

Art. 5. Chacun a le droit, selon les conditions prévues par le présent décret, de consulter sur place un document administratif émanant d'une autorité administrative communautaire ou en recevoir communication sous forme de copie. Toutefois, les documents à caractère personnel ne sont accessibles que si le demandeur justifie d'un intérêt.

Art. 6. La demande de consultation ou de copie indique la matière concernée et, si possible, les documents administratifs concernés.

Elle est adressée par écrit à l'autorité administrative communautaire compétente selon les modalités arrêtées par le Collège, même si le document a déjà été déposé aux archives.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — 21, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion : séance du 5 juillet 1996. Adoption : séance du 8 juillet 1996.